

RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE AUX ACTIONNAIRES

Pour les 16 et 40 semaines qui se sont terminées le 4 octobre 2008

Madame, Monsieur,

Nous sommes fiers de publier nos résultats financiers pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de l'exercice 2008, périodes de 16 et de 40 semaines qui se sont terminées le 4 octobre 2008 respectivement.

Résultats du troisième trimestre (16 semaines)

Les ventes pour le troisième trimestre ont continué d'enregistrer une forte hausse dans toutes les régions du pays et se sont chiffrées à 2,793 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,8 %. Selon les établissements comparables, les ventes durant le trimestre, sauf celles de produits de tabac, ont augmenté de 5,0 %.

Les ventes de médicaments d'ordonnance durant le troisième trimestre ont augmenté de 11,1 % et se sont chiffrées à 1,350 milliard de dollars, ce qui représente 48,3 % de la composition du chiffre des ventes de la société comparativement à 47,8 % durant la même période l'année précédente. Selon les établissements comparables, les ventes de médicaments d'ordonnance ont augmenté de 5,2 %. Cette hausse est attribuable à la forte croissance du nombre d'ordonnances exécutées, car une plus grande utilisation de médicaments génériques continue d'exercer une influence déflationniste sur la croissance des ventes de médicaments d'ordonnance.

Les ventes de produits de l'avant du magasin pour le troisième trimestre se sont chiffrées à 1,443 milliard de dollars, soit une hausse de 8,7 %. Une fois de plus, la société a connu une hausse de ses ventes dans toutes les catégories, sauf celle des produits de tabac, lesquels sont éliminés progressivement du reste de ses magasins de la région de l'Ouest qui continuent de les offrir. Selon les établissements comparables, les ventes de produits de l'avant du magasin ont augmenté de 4,8 %, excluant les produits de tabac.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre s'est chiffré à 163 millions de dollars, soit une hausse de 14,7 % ou 75 cents par action (dilué) comparativement à 142 millions de dollars ou 65 cents par action (dilué) l'année précédente. La forte augmentation des ventes et une composition soutenue du chiffre des ventes, ainsi que de meilleures synergies d'achat et un engagement continu à l'égard de la réduction des coûts et de l'efficacité continuent d'améliorer le bénéfice net.

Résultats à ce jour (40 semaines)

Les ventes durant les trois premiers trimestres de 2008 se sont chiffrées à 6,926 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,8 %. Les ventes de médicaments d'ordonnance et de produits de l'avant du magasin ont enregistré une hausse de 10,6 % et de 9,0 % respectivement. Selon les établissements comparables, les ventes, excluant les produits de tabac, ont augmenté de 5,3 %, ce qui représente une hausse de 5,5 % pour les médicaments d'ordonnance et de 5,0 % pour les produits de l'avant du magasin. Durant les trois premiers trimestres de 2008, les ventes de médicaments d'ordonnance ont représenté 48,1 % de la composition du chiffre des ventes de la société comparativement à 47,8 % durant la même période l'année précédente.

Le bénéfice net pour les trois premiers trimestres de 2008 s'est chiffré à 392 millions de dollars, soit une hausse de 15,6 % ou 1,80 \$ par action (dilué) comparativement à 339 millions de dollars ou 1,56 \$ par action (dilué) l'année précédente.

Élargissement du réseau de magasins

Au cours du troisième trimestre, nous avons ouvert ou acquis, 41 pharmacies, dont treize étaient des réimplantations et en avons fermé deux plus petites. La société a également ajouté un centre Shoppers Home Health Care à son réseau. À la fin du trimestre, elle comptait 1 198 magasins au sein de son réseau, soit 1 132 pharmacies et 66 centres Shoppers Home Health Care. À la fin du troisième trimestre, la superficie de vente en pharmacie s'élevait environ à 10,4 millions de pieds carrés, soit une hausse de 12,6 % comparativement à l'année précédente.

Dividende

La société a également annoncé aujourd'hui que son conseil d'administration a déclaré un dividende de 21,5 cents par action ordinaire, payable le 15 janvier 2009 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 31 décembre 2008.

Nous sommes satisfaits de nos résultats du troisième trimestre. Pour l'exercice 2008, notre rendement jusqu'ici reflète la solidité de notre concept et l'engagement de nos franchisés-proprétaires et de leurs équipes à exceller sur le plan opérationnel. Dans ces périodes de faiblesse économique, nous sommes, à notre avis, relativement bien positionnés pour faire face aux défis qui se présenteront au sein du marché.

Veillez agréer Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Jürgen Schreiber
Président et chef de la direction

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2008 À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

- 1 TABLE DES MATIÈRES**
- 2 RAPPORT DE GESTION**
 - 2 INFORMATIONS ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**
 - 3 APERÇU**
 - 5 VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS FINANCIERS**
 - 5 Principales données d'exploitation, d'investissement et de financement**
 - 6 Résultats d'exploitation**
 - 9 Structure du capital et situation financière**
 - 10 Activités de financement**
 - 11 Situation de trésorerie et sources de financement**
 - 13 NOUVELLES PRISES DE POSITION COMPTABLES**
 - 13 Normes comptables mises en application en 2008**
 - 14 Transition aux normes internationales d'information financière**
 - 15 ARRANGEMENTS HORS BILAN**
 - 15 PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES**
 - 16 RISQUES ET GESTION DU RISQUE – INSTRUMENTS FINANCIERS**
 - 18 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**
 - 18 MESURE FINANCIÈRE NON DÉFINIES PAR LES PCGR**
- 19 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**
 - 19 ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**
 - 20 ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS**
 - 20 ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU ET DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU**
 - 21 BILANS CONSOLIDÉS**
 - 22 ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**
 - 23 NOTES COMPLÉMENTAIRES**

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

RAPPORT DE GESTION

Au 27 octobre 2008

Le rapport qui suit porte sur la situation financière et les résultats d'exploitation consolidés de Corporation Shoppers Drug Mart (la « Société ») pour les périodes visées, ainsi que sur certains facteurs qui, de l'avis de la Société, pourraient influencer sur sa situation financière, ses flux de trésorerie et ses résultats d'exploitation prospectifs. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés non vérifiés de la Société et les notes complémentaires pour les périodes de 16 et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008. Les états financiers intermédiaires non vérifiés et les notes complémentaires de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et tous les montants mentionnés sont en dollars canadiens. Ces états financiers ne contiennent pas toute l'information requise en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels les plus récents, soit ceux de l'exercice de 52 semaines terminé le 29 décembre 2007.

INFORMATIONS ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport sur la situation financière et les résultats d'exploitation consolidés de la Société comprend des informations et des déclarations prospectives qui constituent des « informations prospectives » (en vertu de la loi canadienne sur les valeurs mobilières) qui peuvent être importantes à l'égard, notamment, des opinions, des projets, des objectifs, des stratégies, des estimations, des intentions et des attentes de la Société, y compris des informations qui ont trait à ses résultats d'exploitation et financiers, à ses dépenses en immobilisations, à sa politique en matière de dividendes et à sa capacité à mettre en œuvre ses stratégies d'exploitation, d'investissement et de financement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans les présentes reposent sur certaines hypothèses posées par la direction, dont quelques-unes figurent dans les présentes. Des risques, des incertitudes et d'autres facteurs connus et inconnus sur lesquels la Société ne peut exercer de contrôle ni ne peut prévoir sont inhérents aux informations et déclarations prospectives. Les résultats réels ou les faits nouveaux peuvent différer de façon importante de ceux envisagés par les informations et déclarations prospectives. Les principaux facteurs de risque susceptibles de causer des écarts importants entre les résultats réels et les informations et déclarations prospectives contenues dans les présentes incluent, mais sans s'y limiter, le risque de changements défavorables aux lois et règlements en ce qui a trait aux médicaments d'ordonnance et à leur vente, notamment au remboursement des médicaments et à l'accès aux remises par les fabricants, ou les changements à ces lois et règlements qui entraîneraient une hausse des coûts pour s'y conformer; le risque de changements défavorables aux programmes de remboursement des médicaments existants et aux remises par les fabricants; le risque de concurrence accrue des autres détaillants; le risque lié à la fluctuation des taux d'intérêt; le risque de variations défavorables importantes des taux de change; le risque lié à l'incapacité d'attirer et de retenir des pharmaciens; le risque lié au changement dans les relations entre la Société et les tiers fournisseurs de services; le risque que la Société ne réussisse pas à louer ou à trouver des emplacements appropriés pour ses établissements à des conditions financières favorables; le risque lié aux modifications ou à la création de lois, règles et règlements fédéraux et provinciaux, notamment les lois, règles et règlements ayant trait à l'environnement, qui pourraient avoir des conséquences négatives importantes sur les activités et l'exploitation de la Société; le risque que des modifications apportées aux lois fiscales ou à leur interprétation éventuelle aient des répercussions défavorables sur les activités et l'exploitation de la Société; le risque que la création ou la modification de prises de position comptables ait un effet négatif sur la Société; le risque que la réputation des marques privilégiées par la Société, de leurs fournisseurs ou de leurs fabricants soit ternie; et le risque que des changements défavorables se fassent ressentir au sein des situations économique et financière canadienne et mondiale.

Cette énumération n'est pas exhaustive et ne présente pas tous les facteurs qui peuvent avoir une incidence sur les informations et déclarations prospectives de la Société. Tout investisseur ou toute autre personne intéressée doit évaluer attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs et éviter de se fier indûment à ces informations et déclarations prospectives. Des renseignements supplémentaires à l'égard de ces facteurs ainsi que d'autres facteurs de risque figurent dans les documents publics de la Société déposés auprès des autorités provinciales en valeurs mobilières, y compris, mais sans s'y limiter, la rubrique intitulée « Risques et gestion du risque » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice de 52 semaines terminé le 29 décembre 2007 et la rubrique intitulée « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour la même période. Les informations et déclarations prospectives contenues dans ce rapport sur la situation financière et les résultats d'exploitation consolidés de la Société traduisent uniquement les points de vue de la Société en date des présentes. Les informations et déclarations prospectives contenues dans ce rapport de gestion et portant sur les résultats d'exploitation, la situation financière ou les flux de trésorerie fondées sur des hypothèses ayant trait à des situations économiques ou des plans d'action futurs sont présentées dans le but d'aider les actionnaires de la Société à comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne ces résultats futurs et ne conviennent pas nécessairement à d'autres fins. Bien que la Société s'attende à ce que des événements et faits nouveaux ultérieurs puissent donner lieu à des changements de position, la Société ne s'engage pas à mettre à jour les informations et déclarations prospectives, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Des renseignements additionnels sur la Société, y compris la notice annuelle, sont disponibles à l'adresse www.sedar.com.

APERÇU

La Société est le concédant de licences des pharmacies de détail Shoppers Drug Mart^{MD} (Pharmaprix^{MD}, au Québec). Au 4 octobre 2008, les licenciés de la Société (les « franchisés ») détenaient et exploitaient 1 108 pharmacies de détail Shoppers Drug Mart/Pharmaprix. Un franchisé est un pharmacien propriétaire d'une société à laquelle la Société a octroyé une licence lui permettant d'exploiter une pharmacie de détail à un endroit précis sous les marques de commerce de la Société. Les établissements licenciés de la Société sont situés dans des emplacements de choix dans chaque province et dans deux territoires, ce qui fait de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix l'un des établissements de détail les plus pratiques au Canada. Par ailleurs, la Société a franchisé ou détient 24 pharmacies de cliniques médicales, qui exercent leurs activités sous la bannière Shoppers Simply PharmacyTM (Pharmaprix Simplement Santé^{MC}, au Québec).

La Société a misé avec succès sur sa position de chef de file dans le secteur pharmaceutique et sur les emplacements adéquats de ses magasins pour s'emparer d'une part importante du marché des produits de l'avant du magasin. Les catégories de produits de l'avant du magasin comprennent les médicaments en vente libre, les produits de santé et de beauté, les cosmétiques et les parfums (dont des marques de prestige), des produits ménagers courants essentiels ainsi que des articles saisonniers. La Société propose également une gamme variée de produits de très grande qualité commercialisés sous les marques Life Brand^{MD}, Quo^{MD}, Everyday Market^{MD}, Bio-Life^{MC}, Nativa^{MC} et Easypix^{MD}, entre autres, et des services à valeur ajoutée comme le programme HealthWatch^{MD}, qui offre des conseils aux patients sur les médicaments, la gestion des soins thérapeutiques, la santé et le bien-être, ainsi que le programme de fidélisation de la carte Shoppers Optimum^{MC}/Pharmaprix Optimum^{MD}, l'un des plus importants programmes de fidélisation au Canada. Au cours de l'exercice 2007, la Société a inscrit des ventes consolidées d'environ 8,5 G\$.

Aux termes des accords d'octroi de licences conclus avec les franchisés, la Société injecte les capitaux nécessaires et fournit un soutien financier aux franchisés afin de leur permettre d'exploiter des pharmacies Shoppers Drug Mart^{MD} et Pharmaprix^{MD} sans investissement initial. La Société offre également une gamme de services visant à faciliter la croissance et la rentabilité des activités de chaque franchisé. Ces services comprennent l'utilisation des marques de commerce, le soutien opérationnel, la commercialisation et la publicité, l'approvisionnement et la distribution, la technologie informatique et la comptabilité. En contrepartie de ces services et d'autres services, les franchisés versent des frais à la Société. La Société paie les agencements, les améliorations locatives et le matériel et les loue aux franchisés sur des périodes allant de 2 à 15 ans, tout en conservant les titres de propriété. La Société apporte également son soutien aux franchisés pour les aider à combler leurs besoins en fonds de roulement et de financement à long terme au moyen de prêts et de garanties. (Se reporter aux notes 7 et 8 des états financiers consolidés non vérifiés de la Société ci-joints.)

Aux termes des accords d'octroi de licences, la Société reçoit une quote-part importante des profits revenant aux établissements des franchisés. Cette quote-part traduit les investissements faits par la Société dans les magasins des franchisés et ses engagements envers eux.

La Société exerce ses activités au Québec sous les raisons sociales Pharmaprix^{MD} et Pharmaprix Simplement Santé^{MC}. Aux termes des lois du Québec, les bénéfices tirés des médicaments d'ordonnance ou d'établissements de santé ne peuvent être gagnés que par des pharmaciens ou des sociétés contrôlées par des pharmaciens. Compte tenu de ces restrictions, les accords d'octroi de licences utilisés au Québec diffèrent des accords conclus avec les franchisés dans d'autres provinces. Les pharmacies Pharmaprix^{MD} et Pharmaprix Simplement Santé^{MC} et leurs franchisés bénéficient cependant de la même infrastructure et du même soutien que toutes les autres pharmacies Shoppers Drug Mart^{MD} et Shoppers Simply PharmacyTM et tous les autres franchisés.

La Société a établi que les entités à détenteurs de droits variables qui constituent son réseau d'établissements sont considérées comme des entités à détenteurs de droits variables et que la Société en est le principal bénéficiaire, conformément à la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (la « NOC-15 »), de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Ainsi, les établissements des franchisés sont assujettis à la consolidation par la Société. Cependant, les établissements des franchisés demeurant des personnes morales distinctes de la Société, la consolidation de ces établissements n'a aucune incidence sur les risques sous-jacents auxquels fait face la Société. (Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés non vérifiés de la Société ci-joints.)

La Société détient et exploite également 66 centres de soins de santé à domicile Shoppers Home Health Care^{MD}. Ces établissements de détail exercent des activités de vente et d'entretien d'instruments de soins à domicile, d'équipement médical, de produits de soins à domicile et d'équipement de mobilité durable aux clients institutionnels et de détail.

Outre son réseau d'établissements de détail, la Société détient le Réseau de santé spécialisé Shoppers Drug Mart Inc., un fournisseur de services pharmaceutiques et de distribution de médicaments spécialisés qui offre également une gamme complète de services de soutien aux patients, et MediSystem Technologies Inc., un fournisseur de produits et de services pharmaceutiques pour des établissements de soins de longue durée en Ontario et en Alberta.

VUE D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Principales données d'exploitation, d'investissement et de financement

Voici un aperçu des résultats d'exploitation de la Société pour les périodes de 16 et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008, comparativement aux périodes de 16 et de 40 semaines terminées le 6 octobre 2007, et certaines autres données relatives aux activités d'investissement pour les périodes de 16 et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008 ainsi qu'à la situation financière au 4 octobre 2008.

- Ventes de 2,793 G\$ au troisième trimestre, soit une hausse de 9,8 %.
 - Ventes de 6,926 G\$ depuis le début de l'exercice, soit une hausse de 9,8 %.
- Croissance de 5,0 % des ventes selon les établissements comparables au troisième trimestre, en excluant les produits du tabac¹, laquelle comprend la croissance de 5,2 % des ventes de médicaments d'ordonnance selon les établissements comparables et la croissance de 4,8 % des ventes de produits de l'avant du magasin selon les établissements comparables.
 - Croissance de 5,3 % des ventes selon les établissements comparables depuis le début de l'exercice, en excluant les produits du tabac, laquelle comprend la croissance de 5,5 % des ventes de médicaments d'ordonnance selon les établissements comparables et la croissance de 5,0 % des ventes de produits de l'avant du magasin selon les établissements comparables.
- BAIIA² de 319 M\$ au troisième trimestre, soit une augmentation de 13,1 %.
 - BAIIA de 772 M\$ depuis le début de l'exercice, soit une hausse de 13,9 %.
- Marge du BAIIA³ de 11,44 % au troisième trimestre, soit une augmentation de 33 points de base.
 - Marge du BAIIA de 11,15 % depuis le début de l'exercice, une hausse de 41 points de base.
- Bénéfice net de 163 M\$ au troisième trimestre, ou 0,75 \$ par action (dilué), soit une augmentation de 14,7 %.
 - Bénéfice net de 392 M\$ depuis le début de l'exercice, ou 1,80 \$ par action (dilué), une hausse de 15,6 %.
- Programme de dépenses en immobilisations de 272 M\$ au troisième trimestre, incluant l'acquisition des actifs de la division HealthAccess de Calea Ltd. ainsi que de la totalité des actions d'Information Healthcare Marketing Corp., filiale en propriété exclusive de Calea Ltd. (88 M\$), comparativement à 248 M\$ pour l'exercice précédent, incluant l'acquisition des actifs du Centre d'Escomptes Racine (78 M\$). La Société a ouvert ou acquis 41 nouvelles pharmacies, dont 13 étaient des réimplantations, et ajouté 1 centre de soins de santé à domicile à son réseau.
 - Programme de dépenses en immobilisations de 515 M\$ depuis le début de l'exercice, comparativement à 370 M\$ l'exercice précédent. La Société a ouvert ou acquis 114 nouvelles pharmacies, dont 30 étaient des réimplantations, et ajouté 2 centres de soins de santé à domicile à son réseau.
 - Augmentation de 12,6 % de la surface de vente des pharmacies sur douze mois.
- Maintien des objectifs souhaités en matière de structure du capital et de situation financière.
 - Ratio de la dette nette par rapport au total de la structure du capital de 0,28:1 au 4 octobre 2008, comparativement à 0,26:1 pour l'exercice précédent.

1. Les produits du tabac sont progressivement retirés des établissements de la Société dans l'Ouest canadien qui les vendent toujours.
2. Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement. (Se reporter au rapprochement avec la mesure la plus comparable en vertu des PCGR de la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion.)
3. BAIIA divisé par les ventes.

Résultats d'exploitation

Le tableau suivant résume certaines des principales informations financières consolidées de la Société pour les exercices visés.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Périodes de 16 semaines terminée		Périodes de 40 semaines terminées	
	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
Ventes	2 793 005 \$	2 542 671 \$	6 926 112 \$	6 309 560 \$
Coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation	2 473 584	2 260 187	6 153 649	5 631 656
BAIIA ¹	319 421	282 484	772 463	677 904
Amortissement	63 799	54 942	154 894	130 752
Bénéfice d'exploitation	255 622	227 542	617 569	547 152
Intérêts débiteurs	20 100	15 920	48 012	38 688
Bénéfice avant impôts	235 522	211 622	569 557	508 464
Impôts sur les bénéfices	73 011	69 950	177 396	169 354
Bénéfice net	162 511 \$	141 672 \$	392 161 \$	339 110 \$
Par action ordinaire				
- Bénéfice net de base	0,75 \$	0,65 \$	1,81 \$	1,57 \$
- Bénéfice net dilué	0,75 \$	0,65 \$	1,80 \$	1,56 \$

1. Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement.

Ventes

Les ventes représentent les ventes combinées des pharmacies de détail détenues par des franchisés ainsi que les ventes du secteur des soins de santé à domicile qui appartiennent à la Société, celles du Réseau de santé spécialisé Shoppers Drug Mart Inc. et celles de MediSystem Technologies Inc.

Les ventes se sont chiffrées à 2,793 G\$ au troisième trimestre, comparativement à 2,543 G\$ pour la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 250 M\$, ou de 9,8 %, la Société continuant d'afficher une forte croissance de ses ventes dans toutes les régions du pays. Selon les établissements comparables et en excluant les produits du tabac, les ventes ont progressé de 5,0 % au cours du troisième trimestre de 2008. Depuis le début de l'exercice, elles ont augmenté de 9,8 % pour s'établir à 6,926 G\$. Le programme d'investissement de la Société, qui a accru la superficie de vente en pieds carrés des pharmacies de 12,6 % par rapport au dernier exercice, continue d'avoir une incidence positive sur la croissance des ventes. Selon les établissements comparables et en excluant les produits du tabac, les ventes ont progressé de 5,3 % au cours des trois premiers trimestres de 2008.

Les ventes de médicaments d'ordonnance se sont établies à 1,350 G\$ au troisième trimestre, comparativement à 1,215 G\$ au troisième trimestre de 2007, soit une augmentation de 135 M\$ ou de 11,1 %. Les ventes de médicaments d'ordonnance, selon les établissements comparables, ont progressé de 5,2 % au cours du troisième trimestre de 2008, alors que l'augmentation du recours aux médicaments d'ordonnance génériques continue d'avoir une incidence déflationniste sur la croissance des ventes dans cette catégorie. Les ventes de médicaments d'ordonnance ont représenté 48,3 % de la composition du chiffre d'affaires de la Société au troisième trimestre de 2008, comparativement à 47,8 % pour la même période de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les ventes de médicaments d'ordonnance ont augmenté de 10,6 % pour atteindre 3,333 G\$ et ont ainsi représenté 48,1 % de la composition du chiffre d'affaires de la Société. Selon les établissements comparables, les ventes de médicaments d'ordonnance ont progressé de 5,5 % au cours des trois premiers trimestres de 2008.

Les ventes de produits de l'avant du magasin se sont chiffrées à 1,443 G\$ au troisième trimestre, comparativement à 1,328 G\$ pour le troisième trimestre de 2007, soit une hausse de 115 M\$ ou de 8,7 %, la Société continuant d'enregistrer des gains au chapitre des ventes dans toutes les catégories, à l'exception des produits du tabac qui sont graduellement retirés des magasins de l'Ouest canadien qui les offrent toujours. Selon les établissements comparables et en excluant les produits du tabac, les ventes de produits de l'avant du magasin ont augmenté de 4,8 %. La superficie de vente supplémentaire résultant du programme d'agrandissement et de revitalisation du réseau, le merchandising efficace et l'évolution continue de la composition du chiffre d'affaires de ces magasins, jumelés à la mise en œuvre rigoureuse de programmes dans les magasins, ont continué de contribuer à la croissance des ventes de produits de l'avant du magasin et au gain de parts de marché. En outre, l'augmentation des activités de promotion dans un contexte de ralentissement économique a permis d'augmenter le chiffre d'affaires. Depuis le début de l'exercice, les ventes de l'avant du magasin ont augmenté de 9,0 % pour s'établir à 3,594 G\$. Les ventes de produits de l'avant du magasin, selon les établissements comparables et en excluant le tabac, ont augmenté de 5,0 % aux trois premiers trimestres de 2008.

Coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation

Le coût des marchandises vendues comprend le coût des marchandises vendues dans les pharmacies de détail des franchisés et celui des marchandises vendues par le secteur des soins de santé à domicile, par le Réseau de santé spécialisé Shoppers Drug Mart Inc. et par MediSystem Technologies Inc., qui appartiennent à la Société. Les autres charges d'exploitation comprennent les frais de vente, les frais généraux et administratifs, les charges d'exploitation des pharmacies de détail détenues par des franchisés, y compris le bénéfice des franchisés, et les charges d'exploitation des centres de soins de santé à domicile, du Réseau de santé spécialisé Shoppers Drug Mart Inc. et de MediSystem Technologies Inc., qui appartiennent à la Société.

Le coût total des marchandises vendues et des autres charges d'exploitation s'est établi à 2,474 G\$ au troisième trimestre, comparativement à 2,260 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 214 M\$ ou de 9,4 %. Exprimé en pourcentage des ventes, le coût des marchandises vendues au troisième trimestre de 2008 a reculé de 98 points de base comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une amélioration du coût des marchandises, de la composition du chiffre d'affaires et des marges. Cette amélioration a été en partie contrebalancée par l'augmentation des charges d'exploitation, lesquelles, exprimées en pourcentage des ventes, se sont accrues de 65 points de base par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'accroissement des charges d'exploitation des magasins, principalement en ce qui a trait aux charges locatives, aux salaires et aux avantages sociaux liés à l'expansion du réseau d'établissements, en plus de la hausse des charges de commercialisation découlant de l'augmentation des activités de promotion susmentionnée, ont constitué l'essentiel de cette augmentation.

Depuis le début de l'exercice, le coût total des marchandises vendues et des autres charges d'exploitation a augmenté de 9,3 % pour s'établir à 6,154 G\$. Exprimé en pourcentage des ventes, le coût des marchandises vendues a reculé de 93 points de base aux trois premiers trimestres de 2008 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que les autres charges d'exploitation ont augmenté de 52 points de base.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations et des autres actifs incorporels s'est chiffré à 64 M\$ au troisième trimestre, comparativement à 55 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 9 M\$ ou de 16,1 %. Exprimé en pourcentage des ventes, l'amortissement a augmenté de 12 points de base au troisième trimestre de 2008 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la progression continue des programmes d'investissement et de mise en valeur des établissements de la Société.

Depuis le début de l'exercice, l'amortissement des immobilisations et des autres actifs incorporels a augmenté de 18,5 % pour se chiffrer à 155 M\$. Exprimé en pourcentage des ventes, l'amortissement a augmenté de 16 points de base aux trois premiers trimestres de 2008 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 256 M\$ au troisième trimestre de 2008, contre 228 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 28 M\$ ou de 12,3 %. La vigueur de la croissance du chiffre d'affaires et de la composition du chiffre d'affaires, l'amélioration des synergies d'achat et l'engagement continu envers la réduction des coûts et l'efficacité, neutralisés en partie par la hausse des charges de commercialisation, des charges d'exploitation et de l'amortissement d'établissements nouveaux et réimplantés, se sont traduits par une marge d'exploitation plus élevée (le bénéfice d'exploitation divisé par les ventes). Au troisième trimestre de 2008, la marge d'exploitation a augmenté de 20 points de base pour atteindre 9,15 %, par rapport à 8,95 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La marge du BAIIA de la Société (BAIIA divisé par les ventes) s'est établie à 11,44 % au troisième trimestre de 2008, en hausse de 33 points de base par rapport à la marge du BAIIA de 11,11 % inscrite au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 12,9 % pour se chiffrer à 618 M\$ et la marge d'exploitation a augmenté de 25 points de base pour s'établir à 8,92 %. Au cours des trois premiers trimestres de 2008, la marge du BAIIA s'est chiffrée à 11,15 %, une hausse de 41 points de base par rapport à 10,74 % aux trois premiers trimestres de 2007.

Intérêts débiteurs

Les intérêts débiteurs comprennent les intérêts débiteurs découlant des emprunts souscrits par les établissements des franchisés ainsi que des obligations liées à la dette de la Société.

Les intérêts débiteurs se sont chiffrés à 20 M\$ au troisième trimestre de 2008, contre 16 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 4 M\$ ou de 26,3 %. Cette augmentation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent peut être attribuée à une hausse du niveau de l'encours de la dette nette consolidée, neutralisée en partie par une diminution des taux d'intérêt moyens. Depuis le début de l'exercice, les intérêts débiteurs ont augmenté de 24,1 % pour s'établir à 48 M\$. (Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés non vérifiés de la Société ci-joints.)

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif de la Société pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2008 était de 31,0 % et de 31,1 %, respectivement, comparativement à 33,1 % et à 33,3 %, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses sur douze mois peuvent être attribuées à une réduction des taux prévus par la loi.

Bénéfice net

Le bénéfice net du troisième trimestre s'est élevé à 163 M\$, comparativement à 142 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 21 M\$ ou de 14,7 %. Le bénéfice par action dilué s'est chiffré à 0,75 \$ au troisième trimestre de 2008, par rapport à 0,65 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net a augmenté de 15,6 % pour atteindre 392 M\$. Le bénéfice par action dilué s'est chiffré à 1,80 \$ aux trois premiers trimestres de 2008, par rapport à 1,56 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Structure du capital et situation financière

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines informations ayant trait à la situation financière de la Société à la fin des périodes indiquées :

(en milliers de dollars)	4 octobre 2008	29 décembre 2007
Trésorerie	(49 817) \$	(27 588) \$
Dette bancaire	259 394	225 152
Papier commercial	343 847	543 847
Tranche à court terme de la dette à long terme	299 986	298 990
Dette à long terme	447 069	-
Dette nette	1 300 479	1 040 401
Capitaux propres	3 332 026	3 075 710
Total de la structure du capital	4 632 505 \$	4 116 111 \$
Dette nette:capitaux propres	0,39:1	0,34:1
Dette nette:total de la structure du capital	0,28:1	0,25:1
Dette nette:BAIIA ¹	1,24:1	1,09:1
BAIIA:intérêts débiteurs ayant un effet sur la trésorerie ^{1,2}	17,23:1	18,37:1

1. Aux fins du calcul des ratios, le BAIIA se compose du BAIIA de chacune des périodes de 52 semaines terminées à ces dates.
2. Les intérêts débiteurs ayant un effet sur la trésorerie se composent des intérêts débiteurs pour chacune des périodes de 52 semaines terminées à ces dates et excluent l'amortissement des frais de financement reportés.

Capital-actions en circulation

Le capital-actions en circulation de la Société se compose d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé. Au 27 octobre 2008, la Société comptait 217 101 828 actions ordinaires en circulation. À cette même date, elle avait des options en cours visant l'acquisition de 1 224 595 de ses actions ordinaires qui avaient été émises en vertu de ses régimes de rémunération à base d'actions. De ces options, 909 585 pouvaient être exercées.

Activités de financement

Le 17 octobre 2008, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit bancaire non garantie de premier rang de 364 jours d'un montant maximal de 200 M\$. La facilité était disponible pour un prélèvement unique afin de refinancer en partie ses billets à moyen terme d'un montant de 300 M\$ venant à échéance le 24 octobre 2008. Le 23 octobre 2008, la Société a choisi de prélever la totalité de la facilité de crédit afin de refinancer une tranche de ses billets à moyen terme d'un montant de 300 M\$ venant à échéance. Le différentiel de taux sur l'emprunt initial de 200 M\$ au taux préférentiel en vertu de cette facilité s'établissait à 75 points de base. Le tranche restante du montant nécessaire au refinancement des billets à moyen terme d'un montant de 300 M\$ venant à échéance a été prélevée sur les fonds disponibles en vertu de la facilité de crédit bancaire renouvelable à terme déjà existante de 800 M\$ de la Société arrivant à échéance le 6 juin 2011. Le 24 octobre 2008, les billets à moyen terme d'un montant de 300 M\$ ont été remboursés en entier, de même que la totalité des intérêts courus et impayés sur le paiement d'intérêt semestriel final. Sur une base consolidée, compte tenu du remboursement des billets à moyen terme venant à échéance, la situation de la dette nette de la Société demeurerait pratiquement inchangée à la suite de ces activités de refinancement.

En plus des activités de refinancement susmentionnées, la Société a conclu au cours du deuxième trimestre de 2008 certaines activités de refinancement décrites ci-dessous.

Le 22 avril 2008, la Société a modifié le montant de sa facilité de crédit bancaire existante qui viendra à échéance en juin 2011, lequel est passé de 550 M\$ à 800 M\$. Cette facilité de crédit bancaire peut être utilisée pour répondre aux besoins généraux de la Société, y compris le refinancement de la dette existante et le crédit de sûreté du programme de papier commercial. Le différentiel de taux initial de la Société lié aux emprunts sous forme d'acceptations bancaires, aux termes de la facilité de crédit modifiée, se chiffre à 50 points de base. (Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés non vérifiés de la Société ci-joints.)

Parallèlement à cette modification, la Société a également augmenté son programme de papier commercial, le faisant passer de 300 M\$ à 500 M\$. La cote attribuée par DBRS Limited au programme de papier commercial de la Société a été maintenue à R-1 (bas).

Le 23 avril 2008, la Société a émis du papier commercial totalisant 200 M\$ afin d'acquérir les prêts consentis aux franchisés par une fiducie indépendante (la « fiducie »), dont les activités sont financées par l'émission de billets à court terme adossés à des actifs. L'acquisition de ces prêts a permis de ramener de 499 M\$ à 299 M\$ l'encours des prêts consentis aux franchisés par la fiducie. Parallèlement à cette réduction, le montant de la lettre de crédit de soutien fournie par la Société à la fiducie comme mesure de rehaussement du crédit a été réduit, passant de 50 M\$ à 30 M\$. Sur une base consolidée, ces activités de refinancement n'ont donné lieu à aucune dette supplémentaire pour la Société.

Le 22 mai 2008, la Société a déposé auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières de chacune des provinces du Canada un prospectus simplifié de base définitif (le « prospectus ») pour l'émission de billets à moyen terme négociables d'un montant maximal de un milliard de dollars. Sous réserve des exigences de la loi applicable, les billets à moyen terme négociables peuvent être émis dans le cadre du prospectus pendant une période maximale de 25 mois à compter de la date du visa définitif. Aucune dette supplémentaire n'a été contractée par la Société à la suite de ce dépôt.

Le 2 juin 2008, la Société a émis 450 M\$ en billets à moyen terme sur cinq ans venant à échéance le 3 juin 2013, qui portent intérêt au taux fixe de 4,99 % par année (les « billets de série 2 »). Les billets de série 2 ont été émis aux termes du prospectus modifié par le supplément de fixation de prix daté du 28 mai 2008, lequel a été déposé par la Société auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières de toutes les provinces du Canada. Au moment de l'émission, DBRS Limited a attribué la cote A (bas) et Standard & Poor's la cote BBB+ aux billets de série 2.

Le produit net global de l'émission des billets de série 2 a été utilisé pour acquérir l'encours restant des prêts consentis aux franchisés par la fiducie et le solde a servi à réduire le papier commercial en circulation émis par la Société. Parallèlement à l'acquisition de la totalité des prêts restants consentis aux franchisés par la fiducie, la lettre de crédit de soutien de 30 M\$ consentie à la fiducie par la Société à titre d'amélioration des termes de crédit a été annulée et retournée à la Société par la fiducie. La fiducie elle-même a été dissoute le 10 juin 2008. Comme le produit net de l'émission des billets de série 2 a été affecté au refinancement de la dette existante, la dette consolidée de la Société est restée sensiblement la même.

Situation de trésorerie et sources de financement

Liquidités

La Société compte sur trois principales sources pour assurer sa liquidité, soit : i) les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation; ii) les sommes provenant d'une facilité de crédit bancaire renouvelable engagée de 800 M\$ échéant le 6 juin 2011, moins le montant déjà prélevé ou le montant utilisé pour appuyer le papier commercial émis et en cours; et iii) un montant maximal de 500 M\$ qui peut être prélevé de son programme de papier commercial, déduction faite de ce qui est actuellement émis. Le programme de papier commercial de la Société s'est vu attribuer la cote R-1 (bas) par DBRS Limited. Dans l'éventualité où ce programme ne pourrait pas maintenir cette cote, il est soutenu par une facilité de crédit bancaire renouvelable de 800 M\$ de la Société. La Société n'entrevoit actuellement aucune circonstance raisonnable en fonction de laquelle cette cote de solvabilité ne pourrait être maintenue.

La Société a également pris des dispositions pour que ses franchisés obtiennent du financement pour leur faciliter l'acquisition de stocks et financer leurs besoins en fonds de roulement au moyen des garanties fournies à diverses banques à charte canadiennes qui soutiennent les emprunts des franchisés.

La Société a obtenu du financement à court terme additionnel au moyen d'une nouvelle facilité de crédit bancaire non garantie de premier rang de 364 jours d'un montant maximal de 200 M\$. Comme le mentionne la rubrique précédente intitulée « Activités de financement », cette facilité était disponible pour un prélèvement unique afin de refinancer en partie les billets à moyen terme d'un montant de 300 M\$ échéant le 24 octobre 2008. Le 23 octobre 2008, la Société a choisi de prélever la totalité des fonds en vertu de la facilité de crédit, laquelle viendra à échéance le 16 octobre 2009.

La Société a obtenu du financement à long terme additionnel au moyen de l'émission de billets à moyen terme d'un montant de 450 M\$ de cinq ans qui viendront à échéance le 3 juin 2013 et qui portent intérêt au taux fixe de 4,99 % par année (les « billets de série 2 »). Les billets de série 2 ont été émis en vertu d'un prospectus complété par un supplément de fixation de prix daté du 28 mai 2008 et déposé par la Société auprès des autorités canadiennes de réglementation des valeurs mobilières dans toutes les provinces du Canada. Au moment de l'émission, les billets de série 2 se sont vu attribuer la cote A (bas) par DBRS Limited, et la cote BBB+ par Standard & Poor's. Se reporter à la description donnée à la rubrique « Activités de financement », ci-dessus.

À la fin du troisième trimestre, une tranche de 8 M\$ de la facilité de crédit bancaire renouvelable de la Société, dont le montant maximal est de 800 M\$, avait été utilisée en vertu de lettres de crédit et de garanties de financement de transactions commerciales en cours. Au 29 décembre 2007, une tranche de 61 M\$ de cette facilité de crédit avait été utilisée en vertu de lettres de crédit et de garanties de financement de transactions commerciales. Au 4 octobre 2008, la Société disposait de 345 M\$ en papier commercial émis et en cours en vertu de son programme de papier commercial, contre 45 M\$ à la clôture de l'exercice précédent. À la fin du troisième trimestre, les franchisés avaient obtenu un montant global de 285 M\$ sous forme de prêts accordés par diverses banques à charte canadiennes, comparativement à 228 M\$ à la clôture de l'exercice précédent.

En plus de ce qui précède, MediSystem Technologies Inc., une filiale de la Société, a pris les dispositions pour obtenir des facilités de crédit bancaire à vue renouvelables, d'un montant maximal de 1 M\$. À la fin du troisième trimestre, aucun montant n'avait été prélevé sur ces facilités, comme à la fin de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 165 M\$ au troisième trimestre de 2008, comparativement à un montant de 164 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, étant donné que l'accroissement du bénéfice net, ajusté en fonction des éléments hors trésorerie, a été essentiellement contrebalancé par un investissement accru dans les soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. L'augmentation de l'investissement dans les soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement au troisième trimestre de 2008 s'explique par l'augmentation des stocks et des débiteurs, attribuable à l'expansion du réseau d'établissements et à l'accroissement des ventes, lesquelles ont été partiellement contrebalancées par le calendrier de paiement des comptes fournisseurs. Une modification du calendrier de paiement a également contribué à l'augmentation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Depuis le début de l'exercice, les activités d'exploitation de la Société ont généré des rentrées de 323 M\$, comparativement à 345 M\$ aux trois premiers trimestres de 2007.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Au troisième trimestre de 2008, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont chiffrés à 243 M\$ par rapport à 308 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 65 M\$ ou de 21,0 %. De ces montants, une tranche de 151 M\$ est liée aux investissements dans des immobilisations corporelles, déduction faite du produit de toute cession, effectués au cours du troisième trimestre de 2008, contre 131 M\$ à la même période de l'exercice précédent; ces montants témoignent de l'expansion continue du programme de croissance et de revitalisation de la Société à l'égard de son réseau d'établissements. Au troisième trimestre de 2008, la Société a également investi 110 M\$ dans les acquisitions d'entreprises et 3 M\$ dans d'autres actifs, comparativement à des investissements de 110 M\$ dans les acquisitions d'entreprises au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une tranche de 88 M\$ sur les 110 M\$ investis dans les acquisitions d'entreprises au troisième trimestre de 2008 a été affectée à l'acquisition des actifs de la division HealthAccess de Calea Ltd. ainsi que de la totalité des actions d'Information Healthcare Marketing Corp., filiale en propriété exclusive de Calea Ltd. Les entreprises acquises sont désormais exploitées sous la dénomination du Réseau de santé spécialisé Shoppers Drug Mart Inc., qui offre une gamme complète de services de soutien aux patients ayant besoin de services pharmaceutiques spécialisés. Une tranche de 78 M\$ sur les 110 M\$ investis dans les acquisitions d'entreprises pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent a été affectée à l'acquisition des actifs du Centre d'Escomptes Racine, une chaîne de pharmacies comprenant sept magasins dans la région de la ville de Québec (se reporter à la note 3 des états financiers non vérifiés de la Société ci-joints). Conformément aux objectifs de croissance établis de la Société, la tranche restante du montant investi dans les acquisitions d'entreprises au troisième trimestre de 2008 et de 2007 se rapporte principalement à l'achat de pharmacies et de fichiers d'ordonnances, la Société continuant de chercher des occasions prometteuses sur le marché. Au troisième trimestre de 2008, le solde des fonds déposés et détenus en mains tierces se rapportant à des offres d'achat en cours visant des pharmacies et des terrains a diminué de 21 M\$, comparativement à une augmentation de 67 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont chiffrés à 449 M\$ par rapport à 439 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. De ces montants, une tranche de 299 M\$ est liée aux investissements dans des immobilisations corporelles, déduction faite du produit de toute cession, effectués au cours des trois premiers trimestres de 2008, contre 242 M\$ à la même période de l'exercice précédent. Au cours des trois premiers trimestres de 2008, la Société a également investi 198 M\$ dans des acquisitions d'entreprises et 12 M\$ dans d'autres actifs, comparativement à 121 M\$ et 1 M\$, respectivement, à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des trois premiers trimestres de 2008, le solde des fonds déposés et détenus en mains tierces se rapportant à des offres d'achat en cours visant des pharmacies et des terrains a diminué de 60 M\$, comparativement à une augmentation de 75 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre de 2008, 41 nouvelles pharmacies ont été ouvertes ou acquises (il s'agissait de réimplantations pour 13 d'entre elles) et 2 plus petites pharmacies ont été fermées. La société a également ajouté 1 centre de soins de santé à domicile à son réseau au cours du trimestre. Depuis le début de l'exercice, 114 nouvelles pharmacies ont été ouvertes ou acquises (il s'agissait de réimplantations pour 30 d'entre elles) et 9 pharmacies ont été fermées. La Société a également ajouté deux centres de soins de santé à domicile à son réseau depuis le début de l'exercice. Ainsi, la surface de vente des pharmacies a augmenté de 12,6 % par rapport à l'exercice précédent. À la fin du troisième trimestre, le réseau de détail de la Société comptait 1 198 établissements et était constitué de 1 132 pharmacies et de 66 centres de soins de santé à domicile Shoppers Home Health Care^{MD}.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 48 M\$ au troisième trimestre de 2008, les rentrées de fonds de 96 M\$ ayant été partiellement contrebalancées par des sorties de fonds de 48 M\$. Les rentrées de fonds provenaient d'une hausse de 95 M\$ du montant du papier commercial émis et en circulation aux termes du programme de papier commercial de la Société et du produit de 1 M\$ tiré de l'émission d'actions ordinaires et de remboursements sur les prêts en vertu des régimes de rémunération à base d'actions de la Société. Les sorties de fonds au cours du trimestre comprenaient une diminution de 1 M\$ de la dette bancaire et d'un montant de 47 M\$ pour le versement de dividendes.

Au troisième trimestre de 2008, le résultat net des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Société s'est traduit par une baisse de 31 M\$ de la trésorerie.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont chiffrés à 148 M\$ et les activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Société se sont traduites par une augmentation nette de la trésorerie de 22 M\$.

Situation de trésorerie future

La Société estime que ses facilités de crédit actuelle, son programme de papier commercial et ses programmes de financement offerts à ses franchisés ainsi que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation seront suffisants pour financer ses activités, y compris celles de son réseau d'établissements des franchisés, de même que ses activités d'investissement et ses engagements dans un avenir prévisible. Pour le moment, la Société ne croit pas qu'elle aura des difficultés importantes à obtenir du financement en raison de ses cotes de solvabilité actuelles et de sa connaissance pratique des marchés financiers.

NOUVELLES PRISES DE POSITION COMPTABLES

Normes comptables mises en application en 2008

Informations à fournir concernant le capital

En 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié une nouvelle norme comptable portant sur les informations à fournir concernant le capital (le « chapitre 1535 »). Ce chapitre exige la présentation d'informations quantitatives et qualitatives afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité. Le chapitre 1535 exige également que l'entité fournisse des informations sur le fait qu'elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, sur les conséquences de cette inapplication. La norme est en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La Société a appliqué la nouvelle norme comptable au début de l'exercice considéré et sa mise en application n'a eu aucune incidence sur ses résultats d'exploitation ni sur sa situation financière. Les informations à fournir découlant de cette mise en application sont présentées dans les états financiers intermédiaires de la Société.

Instruments financiers

La Société a adopté deux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers : le chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir » (le « chapitre 3862 »), et le chapitre 3863, intitulé « Instruments financiers – présentation » (le « chapitre 3863 »). Ces normes ont été publiées en décembre 2006 et ont remplacé le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». La nouvelle norme sur les informations à fournir accorde plus d'importance aux informations à fournir sur les risques découlant des instruments financiers ainsi qu'à la façon dont l'entité gère ces risques. La nouvelle norme sur la présentation reprend les exigences en matière de présentation du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA* qui a été remplacé. Ces normes sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La Société a appliqué les nouvelles normes comptables au début de l'exercice considéré, et leur mise en application n'a eu aucune incidence sur ses résultats d'exploitation ni sur sa situation financière. Les informations à fournir découlant de la mise en application de ces normes sont présentées dans les états financiers intermédiaires et dans le présent rapport de gestion de la Société.

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable concernant les stocks (le « chapitre 3031 »), laquelle est fondée sur la norme comptable internationale IAS 2 et a remplacé le chapitre 3030 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Stocks ». La nouvelle norme fournit des indications sur la détermination du coût des stocks et sa comptabilisation ultérieure en charges, en plus d'exiger des informations connexes supplémentaires. La nouvelle norme permet également la contrepassation de toute perte de valeur comptabilisée antérieurement. La nouvelle norme est en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société a appliqué la nouvelle norme comptable de façon rétrospective au début de l'exercice considéré avec retraitement des périodes antérieures.

Les résultats pour les périodes de 16 et de 40 semaines terminées le 6 octobre 2007 reflètent une augmentation du coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation et une diminution du bénéfice d'exploitation de 1,2 M\$ et de 0,8 M\$, respectivement, et une diminution de 0,9 M\$ et de 0,9 M\$, respectivement, du bénéfice net, le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action demeurant inchangés. Pour l'exercice terminé le 29 décembre 2007, ces résultats se sont traduits par une augmentation du coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation et par une diminution de 3,7 M\$ du bénéfice d'exploitation et de 3,2 M\$ du bénéfice net, donnant lieu à une baisse de 0,01 \$ du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

La mise en application de la nouvelle norme, pour 2008 et 2007, s'est traduite par une réduction du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 21,3 M\$ et de 18,2 M\$, respectivement. L'incidence sur les soldes au 29 décembre 2007 et au 6 octobre 2007 a été une diminution des stocks de 31,9 M\$ et de 29,0 M\$, respectivement, une augmentation de l'actif d'impôts futurs de 9,9 M\$ et de 9,5 M\$, respectivement, et une diminution des impôts à payer de 725 000 \$ et de 512 000 \$, respectivement.

Comment déterminer si un contrat est habituellement libellé dans une monnaie unique

En janvier 2008, le Comité sur les problèmes nouveaux (le « CPN ») a publié l'abrégé CPN-169, intitulé « Comment déterminer si un contrat est habituellement libellé dans une monnaie unique », lequel fournit des directives additionnelles sur le sens ou l'interprétation de l'expression « habituellement libellé » employée dans le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ». Les nouvelles directives prennent effet pour les états financiers intermédiaires et annuels publiés le 15 mars 2008 ou après cette date. La Société a appliqué les nouvelles directives rétrospectivement au début de son exercice 2008. La mise en application n'a eu aucune incidence importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société ni sur les informations qu'elle fournit.

Transition aux normes internationales d'information financière

En janvier 2006, le Conseil des normes comptables (le « CNC ») annonçait sa décision d'exiger que toutes les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes le fassent selon les normes internationales d'information financière (les « IFRS ») pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la présentation de l'information financière par les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes changera de façon importante, en raison du passage des PCGR du Canada actuellement en vigueur aux IFRS. Ce changement s'inscrit dans le cadre de la transition mondiale aux IFRS, dont le but est de faciliter le mouvement des capitaux à l'échelle mondiale et d'accroître la clarté et l'uniformité de l'information financière présentée sur le marché mondial.

Le 13 février 2008, le CNC a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront appliquer les IFRS tels qu'ils sont publiés par le CNC, à moins que des modifications ou des ajouts aux exigences des IFRS ne soient publiés par le CNC. Les IFRS devront être appliquées pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, et les données des périodes comparatives devront être retraitées.

Le CNC a publié un exposé-sondage à portée générale sur les IFRS en avril 2008 pour commentaires. Ces commentaires étaient acceptés jusqu'au 31 juillet 2008. L'exposé-sondage à portée générale présente le texte des normes proposées ainsi que les principes directeurs du CNC relativement à l'adoption des IFRS.

La Société évalue actuellement quelle sera l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Prêts aux franchisés

La Société a fourni des garanties à diverses banques à charte canadiennes qui soutiennent les emprunts des franchisés. À la fin du troisième trimestre de 2008, l'obligation maximale de la Société relativement à ces garanties s'établissait à 425 M\$, comparativement à 425 M\$ à la fin du deuxième trimestre et à 415 M\$ à la fin de l'exercice précédent. Au 4 octobre 2008, les diverses banques avaient accordé des lignes de crédit totalisant 387 M\$ aux franchisés, comparativement à 376 M\$ à la fin du deuxième trimestre et 356 M\$ à la fin de l'exercice précédent. Au 4 octobre 2008, les franchisés avaient prélevé un montant total de 285 M\$ sur ces lignes de crédit, comparativement à 262 M\$ à la fin du deuxième trimestre et 228 M\$ à la fin de l'exercice précédent. Tout montant prélevé par les franchisés est inclus dans la dette bancaire dans les bilans consolidés de la Société. Dans l'éventualité où des paiements devraient être versés en vertu des garanties, la Société détient une sûreté de premier rang grevant tous les actifs des établissements des franchisés, sous réserve de certaines exigences prévues par la loi en ce qui a trait à la priorité de rang antérieur. Comme la Société prend part à l'attribution des lignes de crédit disponibles à ses franchisés, elle estime que le produit net de tout actif visé par cette sûreté excédera tout paiement nécessaire en vertu des garanties.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Cycle de présentation de l'information financière

Le cycle annuel de présentation de l'information financière de la Société se divise en quatre trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui compte 16 semaines. L'exercice de la Société porte sur une période de 52 ou de 53 semaines se terminant le samedi le plus proche du 31 décembre. Lorsque l'exercice comprend 53 semaines, le quatrième trimestre est d'une durée de 13 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un sommaire de certaines des principales données financières consolidées de la Société pour chacun des huit derniers trimestres. Ces données ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

(en milliers de dollars, sauf les données par action – non vérifié)	Troisième trimestre		Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2007	2006
	(16 semaines)	(16 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)
Ventes	2 793 005 \$	2 542 671 \$	2 109 308 \$	1 928 094 \$	2 023 799 \$	1 838 795 \$	2 168 822 \$	2 018 067 \$
Bénéfice net	162 511 \$	141 672 \$	128 317 \$	112 154 \$	101 333 \$	85 284 \$	151 331 \$	132 500 \$
Par action ordinaire								
- Bénéfice net de base	0,75 \$	0,65 \$	0,59 \$	0,52 \$	0,47 \$	0,40 \$	0,70 \$	0,62 \$
- Bénéfice net dilué	0,75 \$	0,65 \$	0,59 \$	0,52 \$	0,47 \$	0,39 \$	0,70 \$	0,61 \$

La Société a affiché une croissance des ventes et du bénéfice net au cours de chacun des quatre derniers trimestres, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Elle continue d'investir des capitaux dans des établissements agrandis ou réimplantés ainsi que dans la mise en valeur de nouveaux établissements, ce qui lui a permis d'accroître la superficie de vente de son réseau d'établissements et d'enregistrer ainsi une augmentation de ses ventes et de la rentabilité.

Les principales activités liées aux médicaments d'ordonnance de la Société ne sont généralement pas assujetties aux fluctuations saisonnières. Les activités de l'avant du magasin de la Société comprennent des promotions saisonnières qui peuvent avoir une incidence sur les résultats trimestriels, particulièrement lorsqu'une saison ne se trouve pas dans un même trimestre d'un exercice à l'autre, comme c'est le cas pour Pâques. De plus, comme la Société continue d'élargir sa gamme de produits et de services de l'avant du magasin, y compris les promotions saisonnières, ses résultats d'exploitation peuvent subir davantage l'incidence des fluctuations saisonnières.

RISQUES ET GESTION DU RISQUE – INSTRUMENTS FINANCIERS

La rubrique qui suit concernant les risques et la gestion du risque présente certaines informations exigées par le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, comme le permet cette norme. Par conséquent, cette rubrique fait partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de 16 et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008.

La Société est exposée à divers risques associés aux instruments financiers qui pourraient éventuellement avoir une incidence sur ses résultats d'exploitation et sur sa performance financière. Les principaux risques liés aux instruments financiers auxquels est exposée la Société sont le risque de taux d'intérêt et le risque d'illiquidité. L'exposition de la Société au risque de change, au risque de crédit et à d'autres risques liés au prix est considérée comme étant négligeable. La Société peut avoir recours à des instruments financiers dérivés pour gérer certains de ces risques. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Assujettissement aux fluctuations des taux d'intérêt

La Société, y compris son réseau d'établissements des franchisés, est assujettie aux fluctuations des taux d'intérêt en raison des emprunts qu'elle contracte aux termes de ses facilités de crédit bancaire, de son programme de papier commercial et des programmes de financement qu'elle offre à ses franchisés. Toute augmentation ou diminution des taux d'intérêt aura des répercussions favorables ou défavorables sur la performance financière de la Société.

La Société utilise des produits dérivés sur taux d'intérêt pour gérer ce risque, tout en surveillant constamment la conjoncture du marché et les répercussions des fluctuations de taux d'intérêt sur ses titres de créance à taux fixe et variable. La Société a conclu diverses ententes relatives à des produits dérivés sur taux d'intérêt en vue de convertir un capital théorique de 250 M\$ se rapportant à du papier commercial à taux variable en une dette à taux fixe. Les taux d'intérêt fixes à payer par la Société en vertu de ces ententes s'échelonnent de 4,03 % à 4,18 %. Ces ententes viennent à échéance comme suit : 150 M\$ en décembre 2008, 50 M\$ en décembre 2009 et 50 M\$ en décembre 2010, et elles sont assorties d'une disposition cliquet de un à trois mois.

Par ailleurs, la Société est susceptible de subir des pertes si l'une des contreparties aux ententes relatives aux produits dérivés manque à ses obligations. La Société a tenté de réduire le risque lié aux contreparties en choisissant de traiter avec de grandes institutions financières. La Société n'était pas assujettie à ce risque au 4 octobre 2008 puisque les ententes relatives à des dérivés sur taux d'intérêt étaient en situation de passif. Au 6 octobre 2007, le risque maximal correspondait à la valeur comptable des ententes relatives à des dérivés sur taux d'intérêt, soit 2,6 M\$.

Au 4 octobre 2008, la Société affichait une dette à taux variable non couverte de 380 M\$. Au cours de la période de 16 semaines terminée le 4 octobre 2008, l'encours moyen de la dette à taux variable non couverte de la Société était de 468 M\$. Si les taux d'intérêt avaient été plus élevés ou moins élevés de 50 points de base au cours de la période, le bénéfice net aurait diminué ou augmenté, respectivement, d'environ 0,5 M\$, en raison de l'exposition de la Société au risque associé aux fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à taux variable non couverte.

Risque de change

La Société exerce la majeure partie de ses activités en dollars canadiens. Le risque de change auquel elle est exposée découle principalement des achats effectués en dollars américains et des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. La Société surveille ses achats libellés en devises afin de gérer son risque de change. La Société considère son exposition au risque de change comme étant négligeable.

Risque de crédit

Les débiteurs proviennent principalement de la vente de médicaments d'ordonnance aux gouvernements et à des régimes tiers d'assurance médicaments. Le risque de recouvrement est donc faible. Il n'y a aucune concentration des soldes liés aux débiteurs en cours. La Société considère son exposition au risque de crédit comme étant négligeable.

Risque d'illiquidité

Les principaux objectifs de la Société quant à la gestion du capital et de la liquidité consistent à assurer une croissance rentable de ses activités tout en maintenant une souplesse financière appropriée au financement de nouvelles occasions de placement intéressantes et autres exigences ou occasions imprévues qui pourraient survenir. Une croissance rentable se définit comme étant la croissance du bénéfice en rapport avec le capital additionnel investi dans l'entreprise de manière à ce que la Société puisse tirer un taux de rendement intéressant sur ce capital. Afin de favoriser une croissance rentable, les principaux placements de la Société comprennent des ajouts à la superficie de vente de son réseau d'établissements au moyen de la construction d'établissements nouveaux, relocalisés et agrandis, incluant les améliorations locatives et les agencements et particularités connexes, l'ajout de nouveaux sites à sa réserve foncière, destinés à la construction de futurs établissements, de même que de l'acquisition de pharmacies indépendantes ou de leurs fichiers d'ordonnances. De plus, la Société effectue ses dépenses en immobilisations dans les technologies de l'information et dans ses capacités de distribution afin de soutenir un réseau d'établissements en expansion. La Société procure également à ses franchisés des liquidités au moyen de prêts et de garanties. Elle compte en grande partie sur ses flux de trésorerie provenant de l'exploitation pour financer son programme d'investissement en immobilisations et effectuer ses distributions de dividendes à ses actionnaires. Ces flux de trésorerie sont complétés, au besoin, au moyen de l'emprunt de titres de créance additionnels. Au cours de la période, ces objectifs n'ont fait l'objet d'aucune modification.

Se reporter aux sections « Liquidités » et « Situation de trésorerie future » de la rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour une description complète des sources sur lesquelles compte la Société pour assurer sa liquidité.

Passifs à court terme et passifs à long terme

Les échéances contractuelles des passifs à court et à long terme de la Société au 4 octobre 2008 se détaillent comme suit :

en milliers de dollars	Paiements exigibles au cours des 90 prochains jours	Paiements exigibles entre 90 jours et moins de un an	Paiements exigibles entre un an et moins de deux ans	Paiements exigibles après deux ans	Total
Dette bancaire	259 394	-	-	-	259 394
Papier commercial	343 847	-	-	-	343 847
Créditeurs	859 005	21 935	3 243	142	884 325
Tranche à court terme de la dette à long terme	299 986	-	-	-	299 986
Dette à long terme	-	-	-	447 069	447 069
Autres passifs à long terme	49 743	1 018	8 210	14 911	73 882
Total	1 811 975	22 953	11 453	462 122	2 308 503

Il n'y a aucun écart entre la valeur comptable de la dette bancaire et le montant que la Société est tenue de payer.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances ont établi, ou ont fait en sorte que soient établis sous leur supervision, du contrôle interne à l'égard de l'information financière, afin de donner une assurance raisonnable en matière de fiabilité de l'information financière, de la conformité de cette dernière aux PCGR du Canada et de la préparation des états financiers aux fins de publication. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière, aussi bien conçu qu'il puisse être, comporte des limites intrinsèques. Par conséquent, même des contrôles dont la conception est jugée ultra efficace n'offrent qu'une assurance raisonnable à l'égard de la présentation de l'information financière et de la préparation des états financiers.

Aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière survenue au cours de la période intermédiaire la plus récente de la Société n'a eu une incidence importante ou pourrait raisonnablement et probablement avoir une telle incidence sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

La Société présente ses résultats financiers conformément aux PCGR du Canada. Cependant, le présent rapport contient des données tirées de mesures financières non définies par les PCGR, comme la marge d'exploitation, le BAIIA (le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement), la marge du BAIIA et les intérêts débiteurs sans effet sur la trésorerie. Les mesures financières non définies par les PCGR n'ont aucune signification normalisée conformément aux PCGR et, par conséquent, elles ne peuvent être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs assujettis.

Ces mesures financières non définies par les PCGR ont été incluses dans le présent rapport de gestion, puisque ce sont des mesures utilisées par la direction pour l'aider à évaluer les résultats d'exploitation de la Société par rapport à ses attentes et à comparer ses résultats avec ceux d'autres sociétés dans l'industrie pharmaceutique de détail. La direction est d'avis que les mesures financières non définies par les PCGR l'aident à cibler les tendances sous-jacentes en matière d'exploitation.

Ces mesures financières non définies par les PCGR, notamment le BAIIA et la marge du BAIIA, sont aussi des mesures communes utilisées par les investisseurs, les analystes financiers et les agences de notation. Ces groupes peuvent utiliser le BAIIA et d'autres mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer la Société et déterminer sa capacité à assurer le service de sa dette.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

États consolidés des résultats

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Périodes de 16 semaines terminées		Périodes de 40 semaines terminées	
	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007
Ventes	2 793 005 \$	2 542 671 \$	6 926 112 \$	6 309 560 \$
Charges d'exploitation				
Coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation (note 2)	2 473 584	2 260 187	6 153 649	5 631 656
Amortissement	63 799	54 942	154 894	130 752
Bénéfice d'exploitation	255 622	227 542	617 569	547 152
Intérêts débiteurs (note 4)	20 100	15 920	48 012	38 688
Bénéfice avant impôts	235 522	211 622	569 557	508 464
Impôts sur les bénéfices (note 2)				
Exigibles	84 662	93 369	189 350	177 548
Futurs	(11 651)	(23 419)	(11 954)	(8 194)
	73 011	69 950	177 396	169 354
Bénéfice net	162 511 \$	141 672 \$	392 161 \$	339 110 \$
Bénéfice net par action ordinaire :				
De base	0,75 \$	0,65 \$	1,81 \$	1,57 \$
Dilué	0,75 \$	0,65 \$	1,80 \$	1,56 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation				
– De base (en millions)	217,1	216,4	216,9	215,9
– Dilué (en millions)	217,5	217,3	217,5	217,2
Nombre réel d'actions ordinaires en circulation (en millions)				
	217,1	216,6	217,1	216,6

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

États consolidés des bénéfices non répartis

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Périodes de 40 semaines terminées	
	le 4 octobre	le 6 octobre
	2008	2007
Bénéfices non répartis au début, tels que déclarés	1 580 888 \$	1 225 682 \$
Incidence de l'adoption d'une nouvelle norme comptable, le chapitre 3031 du <i>Manuel</i> , intitulé « Stocks » (note 2)	(21 337)	(18 150)
Bénéfices non répartis au début, tels que retraités	1 559 551	1 207 532
Bénéfice net	392 161	339 110
Dividendes	(139 970)	(103 711)
Prime sur le capital-actions acquis aux fins d'annulation	(30)	(24)
Bénéfices non répartis à la fin	1 811 712 \$	1 442 907 \$

États consolidés du résultat étendu et du cumul des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Périodes de 16 semaines terminées		Périodes de 40 semaines terminées	
	le 4 octobre	le 6 octobre	le 4 octobre	le 6 octobre
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	162 511 \$	141 672 \$	392 161 \$	339 110 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
Variation du gain (de la perte) non réalisé(e) sur les dérivés sur taux d'intérêt (déduction faite des impôts de 375 \$ et de 971 \$ [431 \$ et 792 \$ en 2007] respectivement)	(761)	(875)	(1 972)	1 500
Variation du gain (de la perte) non réalisé(e) sur les dérivés sur contrat à terme d'actions (déduction faite des impôts de 296 \$ et de 74 \$ [82 \$ et 42 \$ en 2007] respectivement)	(602)	163	(151)	85
Montant du gain (de la perte) non réalisé(e) antérieurement sur les dérivés sur contrat à terme d'actions constaté dans les résultats pour la période (déduction faite des impôts de 3 \$ et de 2 \$ [néant et 59 \$ en 2007] respectivement)	7	2	(4)	(113)
Autres éléments du résultat étendu	(1 356)	(710)	(2 127)	1 472
Résultat étendu	161 155 \$	140 962 \$	390 034 \$	340 582 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début			247 \$	406 \$
Autres éléments du résultat étendu			(2 127)	1 472
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin			(1 880) \$	1 878 \$

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Bilans consolidés

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

	4 octobre 2008	6 octobre 2007	29 décembre 2007
Actif			
À court terme			
Trésorerie	49 817 \$	17 477 \$	27 588 \$
Débiteurs	399 254	325 034	372 306
Stocks (note 2)	1 590 062	1 402 477	1 545 599
Impôts à recouvrer	18 064	-	-
Impôts futurs (note 2)	82 211	67 619	69 952
Charges payées d'avance et dépôts	94 926	131 735	134 692
	2 234 334	1 944 342	2 150 137
Immobilisations corporelles	1 289 443	1 030 783	1 126 513
Frais reportés	38 497	28 423	32 966
Écart d'acquisition	2 400 898	2 229 945	2 245 441
Autres actifs incorporels	84 457	55 726	57 930
Autres actifs	20 480	11 243	8 990
Total de l'actif	6 068 109 \$	5 300 462 \$	5 621 977 \$
Passif			
À court terme			
Dette bancaire	259 394 \$	246 909 \$	225 152 \$
Papier commercial (note 7)	343 847	537 201	543 847
Créditeurs et charges à payer	913 392	761 285	990 545
Impôts à payer (note 2)	-	106 260	65 100
Dividendes à payer	46 677	34 656	34 686
Tranche à court terme de la dette à long terme	299 986	-	298 990
	1 863 296	1 686 311	2 158 320
Dette à long terme (note 7)	447 069	298 872	-
Autres passifs à long terme	289 098	229 020	244 657
Impôts futurs	34 006	26 704	30 171
	2 633 469	2 240 907	2 433 148
Participation des franchisés	102 614	102 588	113 119
Capitaux propres			
Capital-actions	1 511 412	1 502 145	1 506 020
Surplus d'apport	10 782	10 037	9 892
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 880)	1 878	247
Bénéfices non répartis (note 2)	1 811 712	1 442 907	1 559 551
	1 809 832	1 444 785	1 559 798
	3 332 026	2 956 967	3 075 710
Total du passif et des capitaux propres	6 068 109 \$	5 300 462 \$	5 621 977 \$

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié) (en milliers de dollars)

	Périodes de 16 semaines terminées		Périodes de 40 semaines terminées	
	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (note 2)	162 511 \$	141 672 \$	392 161 \$	339 110 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	68 137	56 750	164 809	136 486
Impôts futurs (note 2)	(11 651)	(23 419)	(11 954)	(8 194)
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	1 203	2 420	3 183	4 372
Rémunération à base d'actions	516	1 049	1 312	2 963
	220 716	178 472	549 511	474 737
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement (notes 2 et 3)	(67 168)	(27 448)	(244 596)	(147 691)
Augmentation des autres passifs à long terme	18 667	19 944	35 951	32 237
Coûts d'ouverture d'établissements	(7 402)	(7 307)	(17 714)	(14 249)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	164 813	163 661	323 152	345 034
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(161 298)	(137 541)	(317 128)	(248 826)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	10 422	6 705	18 594	6 794
Acquisition d'entreprises – HealthAcces et Information Healthcare Marketing Corp. (note 3)	(88 498)	-	(88 498)	-
Acquisitions d'autres entreprises (note 3)	(21 745)	(110 268)	(109 207)	(121 074)
Dépôts	20 639	(66 683)	59 718	(74 815)
Autres actifs	(2 555)	(7)	(12 250)	(1 046)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(243 035)	(307 794)	(448 771)	(438 967)
Activités de financement				
Dettes bancaires, montant net	(1 047)	20 498	34 242	112 422
Papier commercial, montant net (note 7)	95 000	64 324	(199 350)	34 199
Émission de titres d'emprunt à long terme (note 7)	-	-	450 000	-
Frais de financement engagés	-	(20)	(3 500)	(20)
Participation des franchisés	(271)	(4 164)	(10 505)	(14 061)
Produit de l'émission d'actions à l'exercice d'options sur actions	601	3 628	4 756	10 591
Remboursement de prêts destinés à l'achat d'actions	6	29	219	295
Rachat de capital-actions	(35)	-	(35)	(29)
Dividendes versés	(46 667)	(34 588)	(127 979)	(94 852)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	47 587	49 707	147 848	48 545
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(30 635)	(94 426)	22 229	(45 388)
Trésorerie au début	80 452	111 903	27 588	62 865
Trésorerie à la fin	49 817 \$	17 477 \$	49 817 \$	17 477 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	8 405 \$	10 295 \$	37 669 \$	32 721 \$
Impôts sur les bénéfices payés	104 129 \$	56 797 \$	271 464 \$	165 087 \$

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

1. MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et aux mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles qui ont été utilisées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice de 52 semaines terminé le 29 décembre 2007, à l'exception des éléments décrits à la note 2, intitulée Modifications de conventions comptables. Ces états financiers ne contiennent pas toutes les informations requises en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels les plus récents et aux notes complémentaires qui sont inclus dans le rapport annuel 2007 de la Société.

Les états financiers consolidés de la Société comprennent les comptes de Corporation Shoppers Drug Mart, de ses filiales et des entités qui sont considérées comme des entités à détenteurs de droits variables comme les définit la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »), intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (la « NOC-15 »). En vertu de la NOC-15, la Société a consolidé les établissements des franchisés.

Les établissements individuels des franchisés qui constituent le réseau d'établissements de la Société sont des entités à détenteurs de droits variables dont la Société est le principal bénéficiaire. Ainsi, les établissements des franchisés sont assujettis à la consolidation par la Société. Comme les établissements des franchisés demeurent des personnes morales distinctes, la consolidation de ces établissements n'a aucune incidence sur les risques sous-jacents auxquels doit faire face la Société.

La Société avait pris un arrangement avec une fiducie indépendante (la « fiducie ») dans le but de consentir des prêts aux franchisés pour faciliter leur acquisition de stocks et pour financer leurs besoins en fonds de roulement. Le financement des activités de la fiducie s'effectuait au moyen de l'émission de billets à court terme adossés à des créances à l'intention de tiers investisseurs. La fiducie constituait une entité à détenteurs de droits variables dont la Société était le principal bénéficiaire. Par conséquent, la fiducie était assujettie à l'obligation de consolidation par la Société. Les résultats d'exploitation de la fiducie ont été inclus dans les résultats d'exploitation consolidés de la Société jusqu'au 10 juin 2008, date de dissolution de la fiducie. Veuillez vous reporter aux notes 7 et 8 ci-après pour une analyse complémentaire portant sur la fiducie.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Adoption de nouvelles normes comptables

Informations à fournir concernant le capital

En 2006, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable portant sur les informations à fournir concernant le capital (le « chapitre 1535 »). Ce chapitre exige la présentation d'informations quantitatives et qualitatives afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité. La norme exige également que l'entité fournisse des informations sur le fait qu'elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, sur les conséquences de cette inapplication. La norme prend effet pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La Société a appliqué la nouvelle norme comptable au début de l'exercice considéré et sa mise en application n'a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation ni sur la situation financière de la Société; les informations à fournir découlant de cette mise en application sont présentées ci-après.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société quant à la gestion du capital consistent à assurer une croissance rentable de ses activités tout en maintenant une souplesse financière appropriée au financement de nouvelles occasions d'investissement intéressantes et autres exigences ou occasions imprévues qui pourraient survenir. Une croissance rentable se définit comme la croissance du bénéfice en rapport avec le capital additionnel investi dans l'entreprise de manière à ce que la Société puisse tirer un taux de rendement intéressant sur ce capital. Afin de favoriser une croissance rentable, les principaux investissements de la Société comprennent des ajouts à la superficie de vente de son réseau d'établissements au moyen de la construction d'établissements nouveaux, relocalisés et agrandis, incluant les améliorations locatives et les agencements connexes, l'acquisition de sites destinés à la construction de futurs établissements, de même que l'acquisition de pharmacies indépendantes ou de leurs fichiers d'ordonnances. De plus, la Société effectue des dépenses en immobilisations dans les technologies de l'information et dans ses capacités de distribution afin de soutenir un réseau d'établissements en expansion. La Société procure également à ses franchisés des liquidités au moyen de prêts et de garanties. Elle compte en grande partie sur ses flux de trésorerie provenant de l'exploitation pour financer son programme d'investissement en immobilisations et effectuer ses distributions de dividendes à ses actionnaires. Ces flux de trésorerie sont complétés, au besoin, au moyen de l'emprunt de titres de créance additionnels. Au cours de la période, ces objectifs n'ont fait l'objet d'aucune modification.

La Société estime que la dette bancaire, le papier commercial, la dette à long terme (incluant la tranche à court terme de celle-ci) et les capitaux propres, déduction faite de la trésorerie, composent le total de sa structure du capital. La Société tient également compte de ses obligations en vertu de contrats de location-exploitation lorsqu'elle évalue le total de sa structure du capital. La Société gère sa structure du capital de façon à conserver les cotes de crédit de grande qualité que lui attribuent deux agences d'évaluation du crédit. En outre, afin de maintenir la structure du capital qu'elle recherche, la Société peut ajuster le niveau de dividendes versés aux actionnaires, émettre des actions supplémentaires, racheter des actions aux fins d'annulation ou procéder à l'émission ou au remboursement sur la dette. La Société est soumise à certaines clauses restrictives et elle se conforme à ces clauses.

La Société surveille sa structure du capital essentiellement en évaluant le ratio de sa dette nette par rapport aux capitaux propres et le ratio de sa dette nette par rapport au total de sa structure du capital, et s'assure de sa capacité à s'acquitter du service de sa dette et à respecter d'autres obligations définies en faisant un suivi de ses ratios de couverture des intérêts et autres charges fixes.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines informations ayant trait à la structure du capital et à la situation financière de la Société à la fin des périodes indiquées.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

	4 octobre 2008	6 octobre 2007	29 décembre 2007
Trésorerie	(49 817) \$	(17 477) \$	(27 588) \$
Dette bancaire	259 394	246 909	225 152
Papier commercial	343 847	537 201	543 847
Tranche à court terme de la dette à long terme	299 986	-	298 990
Dette à long terme	447 069	298 872	-
Dette nette	1 300 479	1 065 505	1 040 401
Capitaux propres	3 332 026	2 956 967	3 075 710
Total de la structure du capital	4 632 505 \$	4 022 472 \$	4 116 111 \$
Dette nette:capitaux propres	0,39:1	0,36:1	0,34:1
Dette nette:total de la structure du capital	0,28:1	0,26:1	0,25:1
BAIIA:intérêts débiteurs ayant un effet sur la trésorerie ^{1, 2}	17,23:1	18,93:1	18,37:1

1. Aux fins du calcul des ratios, le BAIIA se compose du BAIIA de chacune des périodes de 52 semaines terminées à ces dates. Le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement) est une mesure financière non définie par les PCGR. Les mesures financières non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

2. Les intérêts débiteurs ayant un effet sur la trésorerie sont également une mesure non définie par les PCGR et ils se composent des intérêts débiteurs pour chacune des périodes de 52 semaines terminées à ces dates et excluent l'amortissement des frais de financement reportés.

Au cours de la période, la Société a maintenu sa structure du capital et sa situation financière souhaitées, comme le démontrent les ratios ci-dessus.

Un sommaire des cotes de solvabilité de la Société au 4 octobre 2008 est présenté dans le tableau suivant :

	Standard & Poor's	Dominion Bond Rating Service
Cote de solvabilité d'entreprises	BBB+	-
Créances non garanties de premier rang	BBB+	A (bas)
Papier commercial	-	R-1 (bas)

Aucune modification n'a été apportée aux cotes de solvabilité de la Société au cours des périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

La Société a adopté deux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers : le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir » (le « chapitre 3862 »), et le chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – présentation » (le « chapitre 3863 »). Ces normes ont été publiées en décembre 2006 et ont remplacé le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». La nouvelle norme sur les informations à fournir accorde plus d'importance aux informations à fournir sur les risques découlant des instruments financiers ainsi que sur la façon dont l'entité gère ces risques. La nouvelle norme de présentation reprend les exigences en matière de présentation figurant dans le chapitre 3861 qui a été remplacé. Ces normes sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La Société a appliqué les nouvelles normes comptables au début de l'exercice considéré et leur mise en application n'a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation ni sur la situation financière de la Société; les informations à fournir découlant de la mise en application sont présentées ci-après dans le rapport de gestion de la Société pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008.

Conformément au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », tous les instruments financiers sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente ou autres passifs financiers. Le classement détermine le traitement comptable de l'instrument. La Société établit le classement lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier, en fonction du but sous-jacent de cet instrument.

Les actifs et passifs financiers de la Société sont classés et évalués comme suit :

Actif/passif	Catégorie	Évaluation
Trésorerie	Détenue à des fins de transaction	Juste valeur
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement
Dépôts ¹	Prêts et créances	Coût après amortissement
Débiteurs à long terme ²	Prêts et créances	Coût après amortissement
Dette bancaire	Détenue à des fins de transaction	Juste valeur
Papier commercial	Autres passifs financiers	Coût après amortissement
Créditeurs	Autres passifs financiers	Coût après amortissement
Dette à long terme	Autres passifs financiers	Coût après amortissement
Autres passifs à long terme	Autres passifs financiers	Coût après amortissement
Dérivés	Classement	Évaluation
Dérivés sur taux d'intérêt ³	Couverture efficace des flux de trésorerie	Juste valeur
Dérivés sur contrats à terme d'actions ³	(4)	Juste valeur

Notes :

1. La valeur comptable des dépôts est incluse dans les charges payées d'avance et dépôts dans les bilans consolidés.
2. La valeur comptable des débiteurs à long terme est incluse dans les autres actifs dans les bilans consolidés.
3. Les valeurs comptables des dérivés de la Société sont incluses dans les débiteurs, les autres actifs, les créditeurs et charges à payer et les autres passifs à long terme dans les bilans consolidés.
4. La tranche des dérivés sur contrats à terme d'actions ayant trait aux unités gagnées en vertu du régime incitatif à long terme est désignée comme un instrument financier dérivé. Veuillez vous reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels de 2007 de la Société pour une analyse complémentaire du régime incitatif à long terme.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Les instruments financiers qui sont mesurés au coût après amortissement sont initialement constatés à la juste valeur et ensuite au coût après amortissement, les gains et les pertes étant constatés dans le bénéfice de la période au cours de laquelle survient le gain ou la perte. Les variations de juste valeur des instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisées dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle la variation a lieu. Les variations de juste valeur des instruments financiers de la Société désignés comme des couvertures efficaces des flux de trésorerie sont constatées dans les autres éléments du résultat étendu; les variations des instruments dérivés n'étant pas désignés comme des couvertures efficaces sont constatées dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle la variation a lieu.

Coûts de transaction

La Société a adopté la méthode comptable selon laquelle les coûts de transaction sont additionnés aux actifs et aux passifs classés comme détenus à des fins autres que de transaction.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société se sert de dérivés sur taux d'intérêt afin de gérer les risques découlant de la fluctuation des taux d'intérêt de son papier commercial. Les produits ou les charges liés à l'utilisation de ces instruments sont inclus dans les intérêts débiteurs de l'exercice.

La Société a recours à des contrats à terme d'actions réglés en espèces pour limiter son risque lié aux fluctuations futures du cours de ses actions en ce qui a trait aux attributions d'unités d'actions en vertu du régime incitatif à long terme (le « RILT ».) Les produits et les charges découlant de l'utilisation de ces instruments sont inclus dans les autres charges d'exploitation de l'exercice. Veuillez vous reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels de 2007 de la Société pour une analyse complémentaire du RILT.

La Société définit, désigne et documente en bonne et due forme toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie d'appréciation des risques sur lesquels reposent ses diverses opérations de couverture. La Société détermine, tant lors de la mise en place de la couverture que de façon continue par la suite, y compris lors de la nouvelle désignation, si les dérivés qui servent aux opérations de couverture permettent de compenser de façon très efficace les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Lorsque de tels dérivés cessent d'exister ou d'être des couvertures efficaces, ou lorsque la relation n'est plus désignée comme une relation de couverture, tous les gains ou pertes connexes sont comptabilisés dans le bénéfice net au cours de la même période que les gains ou les pertes correspondants des éléments couverts. Si l'élément couvert cesse d'exister, les gains ou les pertes reportés connexes sont constatés dans le bénéfice net pour la période au cours de laquelle l'élément couvert cesse d'exister. Les variations de la juste valeur des dérivés de la Société représentent des opérations sans effet sur la trésorerie et, en conséquence, elles ne sont pas constatées dans les états consolidés des flux de trésorerie.

La Société n'a pas d'élément intégré appréciable dans des ententes contractuelles qui nécessitent une présentation séparée du contrat hôte auquel il est lié.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Dérivés sur taux d'intérêt

En décembre 2005, la Société a conclu des contrats de dérivés sur taux d'intérêt en vue de convertir un capital théorique global de 250 000 \$ se rapportant à la dette sous forme de papier commercial à taux variables émis par la fiducie en une dette à taux fixe. Le papier commercial émis par la fiducie a été remplacé par du papier commercial émis directement par la Société. Les taux d'intérêt fixes à payer par la Société en vertu des contrats de dérivés varient de 4,03 % à 4,18 %. Ces contrats viennent à échéance comme suit : une tranche de 150 000 \$ en décembre 2008, une tranche de 50 000 \$ en décembre 2009 et une tranche de 50 000 \$ en décembre 2010, assortis d'une disposition cliquet de un à trois mois.

Selon les valeurs de marché des ententes relatives à des dérivés sur taux d'intérêt au 4 octobre 2008, la Société a constaté un passif de 2 516 \$, dont une tranche de 200 \$ est présentée dans les créditeurs et charges à payer et une tranche de 2 316 \$, dans les autres passifs à long terme. Selon les valeurs de marché des ententes relatives aux dérivés sur taux d'intérêt au 6 octobre 2007, la Société a constaté un actif de 2 630 \$ dans les autres actifs. Les valeurs de marché ont été établies en fonction des renseignements fournis par les contreparties de la Société dans le cadre de ces ententes.

Dérivés sur contrat à terme d'actions

Selon les valeurs de marché des ententes relatives aux dérivés sur contrat à terme d'actions au 4 octobre 2008, la Société a constaté un passif net de 670 \$, dont une tranche de 152 \$ est présentée dans les débiteurs et une tranche de 822 \$, dans les autres passifs à long terme. Selon les valeurs de marché des ententes relatives aux dérivés sur contrat à terme d'actions au 6 octobre 2007, la Société a constaté un actif de 1 051 \$ dans les autres actifs. Les valeurs de marché ont été établies en fonction des renseignements fournis par les contreparties de la Société dans le cadre de ces ententes.

Au cours de la période de 16 semaines terminée le 4 octobre 2008, des pertes nettes de 7 \$ (2 \$ en 2007) auparavant classées dans les autres éléments du résultat étendu ont été reclassées dans le bénéfice. Au cours de la période de 40 semaines terminée le 4 octobre 2008 des gains nets de 4 \$ (113 \$ en 2007) auparavant classés dans les autres éléments du résultat étendu ont été reclassés dans le bénéfice.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers représente le montant estimatif que recevrait ou paierait la Société si elle réglait les actifs et les passifs financiers à la date de présentation de l'information.

La juste valeur des créances à long terme, du passif à long terme et de la dette à long terme se rapproche de leur valeur comptable compte tenu des taux actuels du marché liés à ces instruments.

Les dérivés sur taux d'intérêt et les dérivés sur contrat à terme d'actions sont constatés à la juste valeur, laquelle est évaluée en fonction des taux actuels du marché et des renseignements fournis par les contreparties de la Société dans le cadre de ces ententes.

Objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à des risques financiers pouvant avoir une incidence négative sur sa performance financière. La Société peut utiliser des instruments financiers dérivés afin de gérer certains de ces risques. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Ces risques font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la section intitulée « Risques et gestion du risque – Instruments financiers » présentée aux pages 16 et 17 du rapport de gestion de la Société pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable concernant les stocks (le « chapitre 3031 »), laquelle est fondée sur la norme comptable internationale IAS 2, publiée par l'IASB, et a remplacé le chapitre 3030, intitulé « Stocks ». Le nouveau chapitre fournit des indications sur la détermination du coût des stocks et sa comptabilisation ultérieure en charges en plus d'exiger des informations connexes supplémentaires. La nouvelle norme permet également la contrepassation de toute perte de valeur comptabilisée antérieurement. La norme est en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société a appliqué la nouvelle norme comptable rétrospectivement au début de l'exercice considéré, avec retraitement des exercices antérieurs.

Les résultats des périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 6 octobre 2007 reflètent une augmentation du coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation et une diminution du bénéfice d'exploitation de 1 176 \$ et de 799 \$, respectivement, et une diminution du bénéfice net de 902 \$ et de 859 \$, respectivement, le bénéfice net par action de base et dilué demeurant inchangé. Pour l'exercice terminé le 29 décembre 2007, ces résultats se sont traduits par une augmentation du coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation et par une diminution du bénéfice d'exploitation et du bénéfice net de 3 742 \$ et de 3 187 \$, respectivement, donnant lieu à une baisse du bénéfice net par action de base et dilué de 0,01 \$.

La mise en application de la nouvelle norme a entraîné une baisse du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 21 337 \$ et de 18 150 \$ en 2008 et en 2007, respectivement. Au 29 décembre 2007 et au 6 octobre 2007, l'incidence sur les soldes s'est traduite par une diminution des stocks de 31 925 \$ et de 28 984 \$, respectivement, par une augmentation de l'actif d'impôts futurs de 9 863 \$ et de 9 463 \$, respectivement, et par une diminution des impôts à payer de 725 \$ et de 512 \$, respectivement.

Les stocks se composent des stocks de marchandises et sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation estimative. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût comprend la totalité des dépenses directes et autres coûts appropriés engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La Société classe les remises et autres contreparties reçues d'un fournisseur à titre de réduction du coût des stocks, à moins que la remise ne se rapporte clairement au remboursement d'une charge particulière.

Pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008, le coût des stocks constaté à titre de charge et inclus dans le coût des marchandises vendues et autres charges d'exploitation s'établissait à 1 758 232 \$ et à 4 386 055 \$ (1 622 654 \$ et 4 045 713 \$ en 2007), respectivement. Au cours de la période, aucune perte de valeur importante des stocks n'a été constatée en raison d'une valeur de réalisation nette inférieure au coût et aucune perte de valeur des stocks constatée au cours des exercices précédents n'a fait l'objet d'une reprise.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Instruments financiers – comment déterminer si un contrat est habituellement libellé dans une monnaie unique

En janvier 2008, le Comité sur les problèmes nouveaux (le « CPN ») a publié l'abrégé CPN-169, intitulé « Comment déterminer si un contrat est habituellement libellé dans une monnaie unique », lequel fournit des directives additionnelles sur le sens ou l'interprétation de l'expression « habituellement libellé » employée dans le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ». Les nouvelles directives prennent effet pour les états financiers intermédiaires et annuels publiés le 15 mars 2008 ou après cette date. La Société a appliqué les nouvelles directives rétrospectivement au début de son exercice 2008. La mise en application n'a eu aucune incidence importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société ni sur les informations qu'elle fournit.

Futures normes comptables

Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles

En février 2008, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable concernant l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles (le « chapitre 3064 »), laquelle est fondée sur la norme comptable internationale IAS 38, publiée par l'IASB et intitulée « Immobilisations incorporelles ». Le nouveau chapitre remplace les directives existantes portant sur l'écart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles et sur les frais de recherche et de développement. Il fournit des indications additionnelles sur l'évaluation du coût de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles. La norme prend effet pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société appliquera les nouvelles normes comptables au début de son exercice 2009. La Société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses résultats d'exploitation, sur sa situation financière et sur les informations qu'elle fournit.

Fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », afin de clarifier les critères relatifs à la comptabilisation d'un actif et au moment de la constatation des charges. Les nouvelles exigences prennent effet pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société appliquera les modifications au chapitre 1000 au début de son exercice 2009. La mise en application des modifications au chapitre 1000 n'aura aucune incidence sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société ni sur les informations qu'elle fournit puisque les modifications clarifient l'application du chapitre 1000.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. ACQUISITIONS

Centre d'Escomptes Racine

Le 25 septembre 2007, la Société a acquis les actifs de sept établissements de la chaîne de pharmacies Centre d'Escomptes Racine, situés au Québec. Les activités des établissements acquis ont été incluses dans les résultats d'exploitation de la Société à partir de la date d'acquisition.

Le coût global de l'acquisition, en espèces incluant les frais engagés dans le cadre de l'acquisition, s'est élevé à 77 530 \$ et a été réparti entre les actifs nets en fonction de leur juste valeur, comme suit :

Fonds de roulement	9 363 \$
Immobilisations corporelles	997
Écart d'acquisition	54 273
Fichiers d'ordonnance ¹	12 100
Charge d'impôts futurs	797
Prix d'achat	77 530 \$

1. La valeur comptable des fichiers d'ordonnance de la Société est incluse dans les autres actifs incorporels dans les bilans consolidés.

La variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement présentée dans les états consolidés des flux de trésorerie n'inclut pas les soldes de fonds de roulement acquis dans le cadre de l'acquisition de Centre d'Escomptes Racine par la Société. Ces soldes sont inclus dans les activités d'investissement.

HealthAccess et Information Healthcare Marketing Corp.

Le 2 juillet 2008, la Société a fait l'acquisition des actifs de la division de médicaments spécialisés HealthAccess de Calea Ltd. ainsi que de la totalité des actions d'Information Healthcare Marketing Corp., filiale en propriété exclusive de Calea Ltd., qui gère un centre d'appels connexe. Établie à Mississauga, l'entreprise acquise sera exploitée par le Réseau de santé spécialisé Shoppers Drug Mart Inc. et offrira un soutien complet aux patients qui ont besoin de médicaments spécialisés. Les actifs acquis se composent principalement de l'écart d'acquisition, des actifs incorporels et des améliorations locatives à deux emplacements. Le coût total de l'acquisition, incluant les frais engagés relativement à l'acquisition, a été de 88 498 \$ et sera réparti entre les actifs en espèces acquis en fonction de leur juste valeur. La répartition du prix d'achat demeurera provisoire jusqu'à la finalisation de l'évaluation des actifs acquis.

Les activités liées aux entreprises et aux actifs acquis ont été incluses dans les résultats d'exploitation de la Société à partir de la date d'acquisition.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

3. ACQUISITIONS (suite)

Acquisitions d'autres entreprises

Au cours des périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008, la Société a acquis les actifs ou actions d'un certain nombre de pharmacies, qui, pris individuellement, n'ont pas d'incidence importante sur le total des acquisitions de la Société. Le coût global des acquisitions, qui se chiffre à 21 745 \$ et à 109 207 \$ (32 738 \$ et 43 544 \$ en 2007), respectivement, y compris les frais engagés dans le cadre des acquisitions, est imputé principalement à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels en fonction de leur juste valeur. Certaines répartitions du coût d'acquisition sont préliminaires et pourraient changer. Les activités des pharmacies acquises ont été incluses dans les résultats d'exploitation de la Société à partir de la date d'acquisition.

4. INTÉRÊTS DÉBITEURS

Les principaux éléments des intérêts débiteurs de la Société s'établissent comme suit :

	Périodes de 16 semaines terminées		Périodes de 40 semaines terminées	
	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007	le 4 octobre 2008	le 6 octobre 2007
Intérêts sur la dette bancaire	3 467 \$	3 683 \$	8 318 \$	7 983 \$
Intérêts sur le papier commercial	4 846	7 854	19 880	19 408
Intérêts sur la dette à long terme	11 787	4 383	19 814	11 297
	20 100 \$	15 920 \$	48 012 \$	38 688 \$

5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La charge nette au titre des prestations constituées comprise dans les résultats pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008 s'élevait à 1 807 \$ et à 4 519 \$ (1 991 \$ et 5 113 \$ en 2007), respectivement, pour des prestations accordées en vertu de régimes de retraite et à 31 \$ et à 77 \$ (31 \$ et 77 \$ en 2007), respectivement, pour des prestations accordées en vertu d'autres régimes d'avantages sociaux.

6. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions émises après 2002 en vertu de ses programmes d'options sur actions. Si la charge de rémunération en vertu de la méthode de comptabilisation à la juste valeur avait été constatée à l'égard des options sur actions émises en 2002, les options sur actions auraient été entièrement passées en charges avant la fin de l'exercice 2007 de la Société; par conséquent, il n'y aurait aucune incidence sur le bénéfice net de la Société pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008 et le bénéfice net serait réduit de 14 \$ et de 174 \$ pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 6 octobre 2007. Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action seraient demeurés inchangés pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 4 octobre 2008 et le 6 octobre 2007.

Pour une description des programmes d'options sur actions de la Société, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés présentés dans le rapport annuel 2007 de la Société.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

7. REFINANCEMENT DE LA DETTE

Le 22 avril 2008, la Société a modifié le montant de sa facilité de crédit bancaire existante qui vient à échéance en juin 2011, lequel est passé de 550 000 \$ à 800 000 \$. Parallèlement à cette modification, la Société a également augmenté son programme de papier commercial, le faisant passer de 300 000 \$ à 500 000 \$.

Le 23 avril 2008, la Société a émis du papier commercial totalisant 200 000 \$ afin d'acquérir les prêts consentis aux franchisés par la fiducie. L'acquisition de ces prêts a permis de ramener de 499 000 \$ à 299 000 \$ l'encours des prêts consentis aux franchisés par la fiducie. Parallèlement à cette réduction, le montant de la lettre de crédit de soutien fournie par la Société à la fiducie comme mesure de rehaussement du crédit a été réduit, passant de 50 000 \$ à 30 000 \$.

Le 22 mai 2008, la Société a déposé auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières dans chacune des provinces du Canada un prospectus simplifié de base définitif (le « prospectus ») pour l'émission de billets à moyen terme négociables d'un montant maximal de un milliard de dollars. Sous réserve des exigences de la loi applicable, les billets à moyen terme négociables peuvent être émis dans le cadre du prospectus définitif pendant une période maximale de 25 mois à compter de la date du visa définitif, soit le 22 mai 2008. Aucune dette supplémentaire n'a été contractée par la Société à la suite de ce dépôt.

Le 2 juin 2008, la Société a émis 450 000 \$ en billets à moyen terme de cinq ans (les « billets de série 2 ») en vertu du prospectus, pour un produit net global de 448 285 \$. Les billets de série 2 viendront à échéance le 3 juin 2013 et portent intérêt au taux fixe de 4,99 % par année.

Le produit net global de l'émission des billets de série 2 a été utilisé pour acquérir l'encours restant des prêts consentis aux franchisés par la fiducie et le solde a servi à réduire le papier commercial en circulation émis par la Société. Parallèlement à l'acquisition de la totalité des prêts restants consentis aux franchisés par la fiducie, la lettre de crédit de soutien de 30 000 \$ a été annulée et retournée à la Société par la fiducie.

8. FIDUCIE DE FINANCEMENT

En raison du refinancement de la dette décrit à la note 7 ci-dessus, la fiducie a été dissoute le 10 juin 2008.

9. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 17 octobre 2008, la Société a conclu une nouvelle facilité de crédit bancaire non garantie de premier rang de 364 jours d'un montant maximal de 200 000 \$. Cette facilité était disponible pour un prélèvement unique afin de refinancer en partie ses billets à moyen terme d'un montant de 300 000 \$ venant à échéance le 24 octobre 2008. Le 23 octobre 2008, la Société a choisi de prélever la totalité de cette facilité afin de refinancer une tranche de ses billets à moyen terme d'un montant de 300 000 \$ venant à échéance. La tranche restante du montant nécessaire au refinancement des billets à moyen terme de 300 000 \$ a été prélevée à même les fonds disponibles en vertu de la facilité de crédit bancaire renouvelable à terme déjà existante de 800 000 \$, venant à échéance le 6 juin 2011. Le 24 octobre 2008, les billets à moyen terme d'un montant de 300 000 \$ ont été remboursés en entier, de même que la totalité des intérêts courus et impayés sur le paiement d'intérêt semestriel final. Sur une base consolidée, compte tenu du remboursement lié aux bons à moyen terme à échéance, la dette nette de la Société est demeurée sensiblement inchangée à la suite de ces activités de refinancement.

CORPORATION SHOPPERS DRUG MART

Notes complémentaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Annexe aux états financiers consolidés portant sur la couverture par le bénéfice

Période de 52 semaines terminée le 4 octobre 2008

Couverture par le bénéfice des obligations liées à la dette à long terme	37,73 fois
--	------------

Le ratio de la couverture de la dette à long terme (y compris toute tranche à court terme) par le bénéfice correspond au bénéfice (avant intérêts et impôts sur les bénéfices) divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme (y compris toute tranche à court terme). Les intérêts débiteurs excluent tous les montants liés à l'amortissement qui étaient inclus dans les intérêts débiteurs, tels qu'ils sont présentés dans l'état consolidé des résultats de la Société pour la période.